

Les enfants sont des êtres humains au sens plein du terme. Ils ne constituent pas une dépense mais représentent un investissement

Mandoul

Bastion

des enfants bouvier et domestique



Une vue des participants à la journée de l'enfant africain à Koumra. Au premier plan, au milieu, le gouverneur Mbang Eré

Matkaga en mauvaise posture

« Nous avons utilisé tous les créneaux de sensibilisation, d'information. Nous avons initié des projets pour équiper les enfants avec les moyens de production qu'ils cherchent derrière les éleveurs. Malgré tous ces efforts consentis et toutes les ressources mobilisées, nous avons compris que les parents de Canton Matkaga éprouvent une certaine fierté en voyant leurs enfants en bourse garder les bœufs des éleveurs. Fort de ce constat, nous leur avons dit vivement au cours d'une Assemblée générale, que désormais, World Vision ne peut pas continuer à investir dans les campagnes de sensibilisation et d'information contre le phénomène enfant bouvier » a dit M. Hobah Rogoto Pierre, le Directeur des opérations de World Vision, une Organisation non gouvernementale(ONG) d'obédience chrétienne installée à Koumra en 2000 pour lutter contre le phénomène enfant bouvier et certains maux dont souffre la population. Selon M. Rogoto pierre, les acteurs de cette lutte au niveau de World Vision sont aujourd'hui déçus par le comportement non coopératif des parents de Matkaga qui disent qu'avant tout ce sont leurs enfants et qu'ils peuvent en faire ce qu'ils veulent.

Dans la région du Mandoul, il y a des cantons spécifiques qui alimentent les phénomènes enfant bouvier et domestique. 3334 jeunes files et garçons de canton Nderguigui sont partis vers les grandes villes, surtout à N'Djaména, à la recherche des travaux domestiques. Les enfants bouviers dont on ne parlera jamais assez, proviennent des cantons Matkaga, Goundi, Guaguara, Djoli, Bedaya etc. dans le Mandoul. C'est une humiliation, une honte pour la communauté Sar comme le dirait un ressortissant de canton Matkaga. Le colonel Mbang Eré, gouverneur de la région a peur et honte de ces phénomènes. Les enfants sont l'avenir d'une famille, d'un village, d'une communauté et d'une nation que nous devons tous protéger.

EDITORIAL

Une pratique à bannir

Que ce soit la pauvreté ou le déficit mental qui pousse les parents de la région de Mandoul à envoyer leurs enfants en brousse garder les bœufs et vers les grandes villes faire des travaux domestiques, nous estimons à notre humble avis qu'il n'est pas tard de cesser cette pratique qui sape les valeurs morales des Sar. Autrefois, dans l'histoire de la communauté Sar, l'on n'envoyait pas des enfants garder les bœufs des éleveurs aux fins d'obtenir en contrepartie un ou deux bœufs pour le labour. Les anciens parents labouraient sans bœufs pendant deux à trois ans avant d'acheter les bœufs et tous ce qui est nécessaire pour une bonne production agricole. Ils n'envoyaient non plus les enfants faire des travaux domestiques en ville pour avoir des habits et ustensiles de cuisine. D'ailleurs, l'impact positif du travail d'un bouvier ou domestique n'est pas perceptible sur la vie de sa famille ni de son village ou canton parce que soit le bœuf obtenu meurt, ou il est vendu pour d'autres besoins insupportables. Ce qui se passe actuellement est indigne de la communauté Sar si l'on voit toutes les humiliations que les enfants bouviers et domestiques subissent en brousse et en ville.

La rédaction

« Pratique honteuse et humiliante »

Un ressortissant de canton Matkaga en l'occurrence M. Elie Yanyara Djimadoumadi a fait une déclaration poignante que nous vous invitons à lire.

« Ce phénomène est une humiliation pour notre société et cela devrait nous préoccuper tous. Il suffit de le prendre par ses conséquences, ses effets néfastes sur notre dignité humaine et notre capacité à développer notre société d'aujourd'hui et de demain. Il y a une forte déperdition de la jeunesse qui ne consolide pas les actions de développement d'un pays, d'une communauté et même d'une famille. Et je crois qu'il y a là un défi régional sinon national à relever. Ce n'est pas seulement la région de Mandoul, ni spécifiquement les cantons Matkaga et Nderguigui qui sont concernés par ce phénomène. Le phénomène est en train de se généraliser et il y a lieu de faire des actions communes et dynamiques pour qu'à moyen ou long terme, nous puissions arriver à trouver les solutions les plus adaptées permettant de l'enrayer parce que c'est une honte. Personnellement, je suis profondément perturbé dans la mesure où vous le savez, je suis ressortissant de Matkaga où le phénomène enfant bouvier se ressent avec la plus grande acuité. Dans un seul canton comme celui de Nderguigui, il y a 3334 jeunes qui sont partis dans les grandes villes comme enfants domestiques. Le canton est vidé de ses bras valides et cela entrave directement son avenir. Aujourd'hui, nous sommes interpellés pour que tous nous puissions être des acteurs de lutte. Ce phénomène, je le redis est une honte, une humiliation et l'on ne peut pas rester bras croisés. »

« Nous sommes un don de Dieu »

déclare Florence Ogonyam Nanbaye, enfant parlementaire.

Je suis très contente de l'organisation de cette journée parce que les enfants, filles et garçons de Koumra sont sortis massivement pour exprimer qu'ils sont l'avenir de la société. A travers les productions théâtrales, les chants et danses, nous avons montré au public et surtout à nos parents et aux autorités que nous sommes un don de Dieu qu'ils devraient bien protéger. Je voudrais remercier les organisateurs de ces manifestations pour le fait qu'ils ont mis un accent particulier sur les phénomènes enfants domestiques et bouviers qui mettent à mal la valeur des



enfants du Mandoul.

C'est de cette région que beaucoup de jeunes partent à N'djaména à la recherche du travail domestique. Quelle lutte menez-vous dans ce domaine ?

Avec la troupe de théâtre que j'ai mise sur pied, nous avons été récemment à Bedjiondo pour une production dénonçant les mauvais traitements que subissent les enfants domestiques. Nous avons fait la même chose à Bekamba. Malgré les moyens d'actions qui manquent, nous sommes prêts à nous défendre et défendre les causes de tous les enfants du monde.

Interpellation

La fille parlementaire a aussi interpellé les parents en ces termes :

« Chers parents ! chers aînés ! Nous sommes vos enfants, nous sommes un don de dieu, nous sommes l'avenir du pays. Pourquoi vous ne nous protégez pas ? Pourquoi vous nous vendez ? Nous vous aimons beaucoup et comptons sur vous pour garantir notre avenir. Protégez nous, inscrivez nous à l'école et surveillez notre scolarité pour faire de nous les bons citoyens de demain. Soignez nous, nourrissez nous, cela est notre droit et votre devoir. »

Mandoul : bastion du phénomène enfant bouvier et domestique

Le cadre de concertation de lutte contre le travail des enfants bouviers et domestiques, coordonné par la commission justice et paix, a organisé du 10 au 16 juin, à Koumra, des manifestations commémorant la journée de l'enfant africain (16 juin).

Par Allako-as Mandibaye, envoyé spécial

Le choix de Koumra se justifie par la recrudescence des phénomènes enfants bouvier et domestique. Pour ce faire, les activités organisées ont tourné autour des formations sur les conventions internationales relatives aux droits de l'enfant, et des campagnes de sensibilisation. L'objectif, susciter une prise de conscience chez les enfants, parents, autorités administratives, chefs traditionnels. Deux cantons spécifiques, Matkaga et Nderguigui, ont été visités. Le premier à cause du phénomène enfant bouvier que l'on ressent avec acuité. Et le second à cause du phénomène enfant domestique. Car, 3334 jeunes de ce dernier canton sont partis à N'Djaména pour le travail domestique.

L'extrême pauvreté

Selon une enquête socio-économique menée par World Vision, à Koumra, beaucoup de familles vivent avec moins de 50.000F cfa par an. Cette misère serait-elle à l'origine du phénomène enfant bouvier et domestique ? Cette question posée aux différents acteurs de la lutte suscite la polémique. Pour certains, les causes de ces phénomènes sont la non maîtrise de la natalité, l'irresponsabilité des parents, le déficit mental des parents, la dépravation des valeurs morales traditionnelles. « La pauvreté qui pousse les parents à envoyer leurs enfants en brousse pour garder les bœufs n'est pas matérielle ni financière. Elle est plus morale ou mentale. La pauvreté ne peut pas vider de ces parents toutes les substances qui font leur dignité » déclare le directeur des opérations de World Vision. Mais, beaucoup de parents considèrent la pauvreté comme cause principale de cette pratique.

Cependant, au cours de la dernière conférence portant sur le thème « enfant comme acteur de développement », il est rétorqué aux parents qu'aucune justification ne peut être admise pour l'exploitation des enfants. « L'enfant n'est pas un objet, ni une marchandise » devrait dire l'Abbé Remond Madjiro.

Une réussite

La semaine des activités a été, selon le père Remond Madjiro, coordonnateur national de la commission justice et paix, une réussite parce qu'il y a eu la participation, mobilisation et l'engagement des uns et des autres. Des enfants ont fait des témoignages, des femmes ont interpellé leurs maris, des parents se sont sentis gêner, des autorités administratives comme traditionnelles ont pris des engagements. « Soyez rassurés que nous ne ménagerons aucun effort pour éradiquer totalement ce phénomène. Je m'investirai dans ce combat tant que je présiderai aux destinées de cette région » a déclaré le colonel Mbang Eéré, gouverneur de la région du Mandoul selon qui, les parents, autorités, chefs religieux et traditionnels sont tous coupables parce que beaucoup ont assisté sans broncher au départ des enfants vers la brousse pour devenir gardiens de bœufs et vers les grandes villes pour être enfants domestiques. « J'ai peur et honte de ce phénomène » s'est indigné le gouverneur.

Tout le monde est interpellé à s'investir afin d'atténuer sinon éradiquer le phénomène. Le thème de la semaine est « violence faite aux enfants ».



La grande salle du centre Don Champagna de Koumra était pleine à craquer le 16 juin



Les enfants Kem-kogui qui aimaient dans la cour dudit centre

L'historique de cette journée

La journée de l'enfant africain, le 16 juin est célébrée en Afrique et particulièrement au Tchad en rappel à la violence faite aux élèves de Sowéto, en Afrique du Sud en 1976. Les élèves Sud africains manifestaient mains vides pour protester contre l'enseignement séparatiste que le régime de l'apartheid à l'époque a voulu mettre en place. Et ils étaient massacrés par les policiers. C'est à partir de cet événement douloureux de Sowéto que la communauté africaine et internationale a pris conscience et a compris qu'il n'est pas normale que des enfants, créatures innocentes, fassent l'objet de telle violence. Pour commémorer cette date historique, le Tchad célèbre chaque année, depuis 1991, la journée du 16 juin.

Brèves

La musique se meurt-elle à Sarh?

La fête de la musique, le 21 juin, célébrée les années précédentes, n'est pas organisée cette année à Sarh. Qu'est ce qui se passe ? « La coordination des artistes n'a pas organisé cette fête en raison des difficultés matérielles, financières et surtout de l'indifférence de la population aux choses culturelles » répond M. Roïngar Djindo Danta coordinateur des artistes. Pour lui, la personne qui aidait les artistes à organiser cette fête avant, c'est le père Fabrizio. A part ce dernier qui est reparti en Italie, personne d'autre ne soutient matériellement ni moralement les musiciens.

Renouvellement du bureau de Taekwondo

La ligue régionale de Taekwondo du Moyen Chari a tenu son Assemblée générale électorale du nouveau bureau, à la maison de la culture de Sarh le 11 juin dernier. Au total 30 pratiquants et sympathisants de cet art martial ont participé à cette AG. Un bilan très sombre des activités de l'ancien bureau a été fait ce jour et cela allait créer une grande polémique n'eût été la perspicacité du représentant du délégué de la culture jeunesse et sport, M. Blotard Raki qui a demandé aux pratiquants de renvoyer aux calendes grecques toutes les imperfections de l'ancien bureau et de procéder à l'élection d'un autre. Un présidium dirigé par Maître Dalou Ladar a aidé les pratiquants de Taekwondo, membres des treize clubs que compose la ligue, à élire à bulletin secret puis à mains levées leurs copratiquants pour le nouveau bureau chapeauté par Djiraïngué Gotoumta. L'entraîneur et le conseiller technique régionaux sont respectivement M. Djonatan Hassan et Maître Leonard Makaoudjé.

Le constat du préfet du Barh Kôh

Le chef du département du Barh Kôh, M. Anadif Abakar Alkalil a visité presque toutes les entreprises et tous les services publics et privés de son département. Ceci pour s'imprégner de leurs conditions de fonctionnement. Ainsi, M. Anadif Abakar a constaté que la Cotontchad rencontre beaucoup de difficultés qui sont entre autres l'insuffisance des véhicules de transport de Coton, le retard dans l'enlèvement de coton, les mauvaises conditions dans lesquelles le coton est stocké à l'usine et l'impraticabilité des pistes cotonnières. Le chef du département qui déplore la fermeture de la Cotex et d'Africa viande, se réjouit par contre de l'apport de la Compagnie sucrière du Tchad, la seule société qui donne une bouffée d'oxygène à l'économie de la région du Moyen Chari.

Elysée Naïsem

Affaire Delko-Lambo: Trafic d'influence

Cette affaire allait à peine prendre une dimension politique. Selon certaines sources, le gouverneur de la région du Moyen Chari a fait pression sur son Directeur de cabinet afin que ce dernier fasse, à son tour, pression sur son parent Lambo (parce que tous deux de l'ethnie daye) pour retirer sa plainte au niveau de la justice. Mais son Directeur lui a dit qu'il est certes Daye mais ne connaît pas M. Lambo. Par conséquent il ne saurait pas comment agir. Le Directeur de cabinet a tout de même proposé au gouverneur de convoquer lui-même M. Lambo et de lui dire ce qu'il pense. Ainsi, le 20 juin dernier, le gouverneur a convoqué Lambo pour lui dire de retirer sa plainte parce qu'elle risque de provoquer une antipathie entre les ethnies Daye et Mbaye. Et ceci pourrait engendrer un jour une bagarre rangée. Niet ! a répondu M. Lambo qui estime qu'il a porté plainte en tant qu'individu agressé et non en tant que communauté Daye. Que le jour de son agression, il n'y a aucun Daye à ses côtés. Sauf le secrétaire général du SET qui lui a dit sur le champ qu'il pourrait porter plainte. Le président de l'URD, le général Kamougué Wadal serait aussi venu pour cette affaire. Le verdict a eu lieu le 22 juin 2006 et l'agresseur est condamné à six mois de prison ferme et à verser 50.000f cfa d'amende.

50% pour le 1^{er} décembre

Pour l'organisation des festivités du 1^{er} décembre 2006 à Kyabé, un prélèvement de 50% sur les salaires des fonctionnaires pendant quatre mois est prévu. Cette décision signée par le président national du comité d'organisation du 1^{er} décembre, Dr Haroun Kabadi, est très contrariée. Les militants de la section départementale du Syndicat des enseignants du Tchad (SET) réunis en Assemblée générale le 24 juin dernier se sont opposés catégoriquement à cette décision unilatérale qu'ils considèrent comme antisociale. Ceux de l'Union des syndicats du Tchad (UST) disent oui à l'organisation du 1^{er} décembre à Kyabé et non au retrait des 50% sur les salaires. C'est un bras de fer dur entre les fonctionnaires de la région et Haroun Kabadi qui tient absolument à prélever les 50% à partir de ce mois de juin.

L'UST poursuit sa grève sèche

L'Union des syndicats du Tchad (UST) a décidé de poursuivre la grève sèche et illimitée entamée depuis le 12 juin 2006 parce que le gouvernement a décidé au cours du conseil des ministres d'augmenter de 5% les salaires sans prendre en compte les autres revendications.

Selon le secrétaire général de l'UST du Moyen Chari, M. Carlos Kagki, les revendications portent sur l'augmentation générale de 5% de salaire, l'adoption du statut particulier des greffiers, des professionnels de la communication, le versement des reliquats de 10% du statut particulier des agents sociaux et sanitaires, le versement d'avance des soldes des agents nouvellement intégrés et le paiement des frais de transport à ceux affectés.

Elysée Naïsem

Une nouvelle approche de développement

« Le développement par aspirations » est le principal concept qui a fait l'objet d'une formation organisée par le RESAP/MC, les 22, 23 et 24 juin 2006 à la Celiar de Sarh. Une trentaine d'animateurs des organisations de développement et des associations de défense des droits de l'homme des régions du Moyen Chari et du Mandoul ont participé à cette formation dont l'objectif principal est la familiarisation avec les outils d'animation du PDR (plan de développement régional). La formation a été animée respectivement par M. Ouya Takené, Kemsolbaye Yadimadji, Ndem Louba et Nestor Nadjiadrone. Le gouverneur de la région, le général Weiding Assi Assoué, a reconnu l'importance de cette nouvelle approche qui fait son bon homme de chemin depuis 2004 et a félicité le RESAP d'avoir organisé cet atelier.

Des attestations aux observateurs

Les observateurs de la Coordination des associations de la société civile et de défense des droits de l'homme (Cascidho) ayant participé aux élections présidentielles du 03 mai dernier, dans la région du Moyen Chari, ont reçu des attestations. La cérémonie a eu lieu le 23 juin 2006 à la mairie de Sarh. Le coordonnateur régional de la Cascidho, M. Digadimbaye Youssouf a, dans son allocution, félicité l'attitude neutre des observateurs lors du scrutin. Pour le secrétaire général de la région du Moyen Chari, M. Baroumngar Bernard, l'action de ces observateurs a permis de légitimer le scrutin. Point de vue approuvé par le secrétaire national à l'éducation et à la formation de la Cascidho qui trouve que cette action a mis en échec les stratégies macabres des partis politiques de l'opposition. Le bureau du point focal de la région, composé de 11 membres a été présenté à l'Assemblée.